La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Novembre 2009 : déficit budgétaire de 4,4 milliards de dollars

Le mois de novembre 2009 s'est soldé par un déficit budgétaire de 4,4 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 0,1 milliard en novembre 2008. Le déficit de novembre 2009 traduit les répercussions du ralentissement de l'économie sur les finances publiques; il découle aussi des mesures contenues dans le Plan d'action économique du Canada. Les revenus ont fléchi de 2,2 milliards par rapport à novembre 2008, ce qui tient à la baisse des rentrées d'impôt sur le revenu et des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 2,5 milliards par rapport à novembre 2008, surtout en raison de la hausse des prestations d'assurance-emploi, des transferts à d'autres administrations relatifs à la taxe sur l'essence et des charges de fonctionnement des ministères et organismes. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard par rapport à novembre 2008 à cause de la baisse des taux d'intérêt effectifs moyens.

D'avril à novembre 2009 : déficit budgétaire de 36,3 milliards de dollars

Les huit premiers mois de l'exercice 2009-2010 se sont soldés par un déficit budgétaire de 36,3 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 39 millions pour la même période de l'exercice précédent. Une tranche de près de 13 milliards de ce déficit est attribuable aux mesures prises dans le cadre du Plan d'action économique du Canada, notamment les réductions d'impôt, la bonification des prestations d'assurance-emploi et le soutien accordé au secteur de l'automobile. Les revenus ont reculé de 18,3 milliards (11,9 %) en raison du fléchissement de la plupart des sources de revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 19,8 milliards (15,0 %), ce qui est surtout attribuable à la hausse des prestations d'assurance-emploi et des transferts à d'autres administrations, ainsi qu'au soutien accordé au secteur de l'automobile. Les frais de la dette publique ont diminué de 1,7 milliard d'une année sur l'autre en raison de taux d'intérêt plus faibles.

Novembre 2009

Le mois de novembre 2009 s'est soldé par un déficit budgétaire de 4,4 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 0,1 milliard en novembre 2008.

Les revenus ont fléchi de 2,2 milliards de dollars (11,6 %) en novembre 2009 pour s'établir à 16,7 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 1,0 milliard de dollars (10,9 %) à cause du recul de l'emploi ainsi que des répercussions des réductions d'impôt annoncées dans le Plan d'action économique du Canada.

Plus particulièrement, les revenus de novembre 2009 ont été réduits de 0,5 milliard en raison du coût cumulatif, en date de la fin de ce mois, de la bonification de la Prestation fiscale pour le revenu de travail par suite de l'adoption des mesures législatives pertinentes. N'eût été de cet ajustement, les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers auraient baissé de 5,7 % en novembre.

- Le produit de l'impôt sur le revenu des sociétés a chuté de 0,8 milliard de dollars (36,1 %) en raison d'une hausse des remboursements aux entreprises et d'une diminution des rentrées.

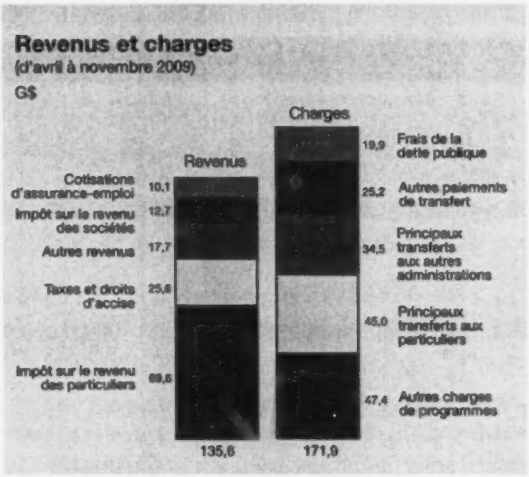
Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

- Les rentrées au titre de la retenue d'impôt des non-résidents ont diminué de 0,3 milliard de dollars (47,1 %).
- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 0,3 milliard de dollars (9,1 %) de plus à cause de la hausse des revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS), qui ont progressé de 0,4 milliard (16,6 %). La TPS étant une taxe à la valeur ajoutée, les rentrées qu'elle génère représentent la différence entre la taxe totale payable au gouvernement et les crédits de taxe sur les intrants demandés. (En 2008-2009, par exemple, les revenus de 25,7 milliards tirés de la TPS représentaient le solde des cotisations totales de cette taxe, qui s'établissaient à environ 167,0 milliards, après soustraction des 141,3 milliards de crédits de taxe sur les intrants, de remboursements et de crédits accordés.) Par conséquent, l'écart entre le moment où des montants nettement plus élevés de TPS sont payables au gouvernement et celui où des crédits de taxe sur les intrants sont demandés fait en sorte que les rentrées nettes générées peuvent varier beaucoup d'un mois à l'autre. Les taxes sur l'énergie ont augmenté de 16 millions, les droits de douane à l'importation ont reculé de 0,1 milliard, et les autres taxes et droits d'accise ont diminué de 37 millions.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 18 millions de dollars. Le taux de cotisation est demeuré le même pour 2009 et 2010, soit 1,73 $ par tranche de 100 $ de rémunération assurable.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des placements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont baissé de 0,4 milliard de dollars (18,3 %), notamment en raison de la baisse des rentrées imputées aux comptes de revenus extracôtiers de l'Atlantique. Puisque ces rentrées sont transférées à Terre-Neuve-et-Labrador et à la Nouvelle-Écosse aux termes des accords sur les revenus tirés de l'exploitation des ressources extracôtières de l'Atlantique, elles n'ont aucun effet net sur le solde budgétaire.

Les charges de programmes se sont élevées à 18,7 milliards de dollars en novembre 2009, soit 2,5 milliards (15,2 %) de plus qu'en novembre 2008, ce qui découle en grande partie de la hausse des prestations d'assurance-emploi, des transferts à d'autres administrations relatifs à la taxe sur l'essence et des charges de fonctionnement des ministères et organismes.

En novembre 2009, les paiements de transfert ont crû de 1,6 milliard de dollars (14,2 %) par rapport à novembre 2008.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,7 milliard de dollars (14,9 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,1 milliard (2,2 %). Les prestations d'assurance-emploi ont bondi de 0,6 milliard (57,2 %), en raison de l'augmentation marquée des prestations régulières attribuable au chômage en hausse ainsi que des mesures de bonification des prestations annoncées dans le cadre du Plan d'action économique. Quant aux prestations pour enfants, qui comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants, elles ont augmenté de 42 millions.
- Les principaux transferts aux autres administrations, qui englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux programmes sociaux (Transfert canadien en matière de santé et Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux, les transferts aux provinces à l'intention des villes et des collectivités du Canada ainsi que les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont crû de 0,8 milliard de dollars sous l'effet de l'augmentation, prévue par la loi, du Transfert canadien en matière de santé, ainsi que de la hausse des transferts aux provinces à l'intention des villes et des collectivités au titre de la taxe sur l'essence.



- Les autres paiements de transfert sont demeurés presque inchangés, la hausse du financement au titre de l'infrastructure ayant été compensée par la baisse des paiements de transfert à Terre-Neuve-et-Labrador et à la Nouvelle-Écosse dans le cadre des accords sur les revenus tirés de l'exploitation des ressources extracôtières de l'Atlantique.

Les autres charges de programmes se composent des charges de fonctionnement des sociétés d'État, des ministères et des organismes, y compris la Défense nationale, ainsi que des résultats de l'évaluation permanente des passifs de l'État. Ces charges ont augmenté de 0,9 milliard de dollars (17,3 %), en raison de hausses attribuables à divers ministères et de l'incidence du Plan d'action économique.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard de dollars comparativement à novembre 2008 à cause de la baisse des taux d'intérêt effectifs moyens applicables à l'encours de la dette portant intérêt.

D'avril à novembre 2009

Les huit premiers mois de l'exercice 2009-2010 se sont soldés par un déficit budgétaire de 36,3 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 39 millions pour la même période en 2008-2009. Une tranche d'environ 13 milliards de ce déficit est attribuable aux mesures prises dans le cadre du Plan d'action économique du Canada, notamment les réductions d'impôt, la bonification des prestations d'assurance-emploi et le soutien accordé au secteur de l'automobile.

Les revenus se sont chiffrés à 135,6 milliards de dollars, en baisse de 18,3 milliards (11,9 %).

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 5,9 milliards de dollars (7,8 %) en raison du recul de l'emploi et de l'incidence des allégements fiscaux accordés. Ces allégements comprennent une hausse du montant personnel de base et des seuils des fourchettes d'imposition, la bonification de la Prestation fiscale pour le revenu de travail ainsi que le crédit d'impôt pour la rénovation domiciliaire (CIRD). Ces rentrées d'impôt devraient rester à un faible niveau jusqu'à la fin de 2009, puis commencer à croître d'une année sur l'autre au premier trimestre de 2010, sous l'effet de la progression projetée des salaires ainsi que de l'échéance du CIRD à la fin de janvier 2010.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont chuté de 7,4 milliards de dollars (36,8 %), par suite de l'augmentation d'environ 46 % des remboursements d'impôt et du recul de quelque 13 % de l'impôt perçu.
- Les rentrées au titre de la retenue d'impôt des non-résidents ont diminué de 0,8 milliard de dollars (21,8 %).
- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 2,6 milliards de dollars (9,3 %) de moins, surtout en raison de la baisse de 2,2 milliards (12,0 %) des revenus tirés de la TPS. Ces derniers devraient augmenter au cours de l'exercice, à mesure que se dissipera l'incidence des facteurs liés au calendrier qui les avaient fait diminuer au début de l'exercice, ainsi que sous l'effet de la relance projetée, d'ici la fin de l'exercice, de la consommation de produits et services assujettis à la TPS. Les taxes sur l'énergie ont crû de 49 millions, les droits de douane à l'importation ont fléchi de 0,4 milliard et les autres taxes et droits d'accise ont diminué de 48 millions.
- Les revenus au titre des cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 0,5 %. Le taux de cotisation est demeuré inchangé pour 2009 et 2010, soit 1,73 $ par tranche de 100 $ de rémunération assurable.
- Les autres revenus ont diminué de 1,5 milliard de dollars (9,4 %).

Les charges de programmes ont totalisé 152,1 milliards de dollars d'avril à novembre 2009, en hausse de 19,8 milliards (15,0 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cela tient principalement à l'augmentation des prestations d'assurance-emploi et des transferts aux autres administrations, ainsi qu'au soutien accordé au secteur de l'automobile.

D'avril à novembre 2009, les paiements de transfert ont été supérieurs de 17,4 milliards de dollars (20,0 %) à ceux de la même période en 2008.

- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 5,8 milliards de dollars (14,9 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 1,0 milliard (4,7 %), ce qui découle de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, sur lesquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont fait un bond de 4,6 milliards (49,7 %) en raison de la hausse du chômage et de la bonification des prestations dans le cadre du Plan d'action économique. Les prestations pour enfants ont crû de 0,2 milliard.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 3,0 milliards de dollars (9,6 %), principalement sous l'effet de la croissance, prévue par la loi, du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux et des paiements de péréquation, ainsi que du doublement, à compter du 1er avril 2009, du transfert aux provinces et aux municipalités au titre de la taxe sur l'essence.
- Les autres paiements de transfert ont augmenté de 8,6 milliards de dollars, surtout en raison du soutien accordé au secteur de l'automobile et de la hausse des fonds consacrés à l'infrastructure ainsi qu'à l'aide aux travailleurs, aux étudiants et aux personnes handicapées. Ces hausses ont été compensées en partie par la baisse des transferts à Terre-Neuve-et-Labrador et à la Nouvelle-Écosse aux termes des accords sur les revenus tirés de l'exploitation des ressources extracôtières de l'Atlantique.

Les autres charges de programmes ont crû de 2,4 milliards de dollars (5,4 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,7 milliard de dollars (8,1 %), l'incidence de l'augmentation de l'encours de la dette portant intérêt ayant été plus que compensée par la baisse des taux d'intérêt effectifs moyens sur cette dette.

Besoins financiers de 58,5 milliards de dollars d'avril à novembre 2009

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. À l'opposé, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que d'autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Considérant un déficit budgétaire de 36,3 milliards de dollars et des besoins de 22,2 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à novembre de l'exercice 2009-2010 s'est soldée par des besoins financiers de 58,5 milliards, comparativement à 46,4 milliards pour la même période en 2008-2009. La différence d'une année sur l'autre est surtout attribuable à la détérioration du solde budgétaire, que compense en partie une diminution des besoins financiers au titre du Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés.

Activités nettes de financement en hausse de 38,5 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ces besoins financiers de 58,5 milliards de dollars en augmentant de 38,5 milliards sa dette contractée sur les marchés et en réduisant de 20,0 milliards ses soldes de trésorerie. L'accroissement de la dette contractée sur les marchés s'est opéré principalement au moyen d'émissions d'obligations négociables. Le niveau des soldes de trésorerie peut fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre en fonction de divers facteurs, notamment les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt. À la fin de novembre 2009, les soldes de trésorerie s'établissaient à 25,1 milliards, soit 9,2 milliards de moins qu'à la fin de novembre 2008.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Novembre		Avril à novembre	
	2008	2009	2008-2009	2009-2010
		(M$)		
Opérations budgétaires				
Revenus	18 873	16 677	153 897	135 633
Charges				
Charges de programmes	-16 211	-18 669	-132 253	-152 073
Frais de la dette publique	-2 566	-2 365	-21 605	-19 863
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	96	-4 357	39	-36 303
Opérations non budgétaires	-12 689	4 144	-46 468	-22 185
Ressources ou besoins financiers	-12 593	-213	-46 429	-58 488
Variation nette dans les activités de financement	25 795	3 868	69 427	38 510
Variation nette dans l'encaisse	13 202	3 655	22 998	-19 978
Encaisse à la fin de la période			34 244	25 053

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus

	Novembre			Avril à novembre		
	2008	2009	Variation	2008-2009	2009-2010	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	9 388	8 368	-10,9	75 503	69 588	-7,8
Impôt sur le revenu des sociétés	2 311	1 476	-36,1	20 133	12 722	-36,8
Impôt sur le revenu des non-résidents	722	382	-47,1	3 886	3 039	-21,8
Total des impôts sur le revenu	12 421	10 226	-17,7	99 522	85 349	-14,2
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 536	2 957	16,6	18 637	16 399	-12,0
Taxes sur l'énergie	437	453	3,7	3 425	3 474	1,4
Droits de douane à l'importation	292	230	-21,2	2 732	2 350	-14,0
Autres taxes et droits d'accise	465	428	-8,0	3 405	3 357	-1,4
Total des taxes et droits d'accise	3 730	4 068	9,1	28 199	25 580	-9,3
Total des revenus fiscaux	16 151	14 294	-11,5	127 721	110 929	-13,1
Cotisations d'assurance-emploi	769	787	2,3	10 036	10 086	0,5
Autres revenus	1 953	1 596	-18,3	16 140	14 618	-9,4
Total des revenus	18 873	16 677	-11,6	153 897	135 633	-11,9

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges

	Novembre			Avril à novembre		
	2008	2009	Variation	2008-2009	2009-2010	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 839	2 902	2,2	21 942	22 977	4,7
Prestations d'assurance-emploi	1 110	1 745	57,2	9 210	13 787	49,7
Prestations pour enfants	1 001	1 043	4,2	8 012	8 241	2,9
Total	4 950	5 690	14,9	39 164	45 005	14,9
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	1 887	2 064	9,4	15 087	16 508	9,4
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	881	887	0,7	7 039	7 222	2,6
Total	2 768	2 951	6,6	22 126	23 730	7,2
Transferts fiscaux	1 292	1 321	2,2	10 445	10 952	4,9
Villes et collectivités du Canada	116	705	507,8	830	1 662	100,2
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-277	-263	-5,1	-1 952	-1 877	-3,8
Total	3 899	4 714	20,9	31 449	34 467	9,6
Autres paiements de transfert						
Agriculture et Agroalimentaire	240	265	10,4	1 073	1 124	4,8
Affaires étrangères et Commerce international	246	146	-40,7	1 833	1 712	-6,6
Santé	247	247	0,0	1 523	1 708	12,1
Ressources humaines et Développement des compétences	231	216	-6,5	1 455	1 932	32,8
Affaires indiennes et du Nord canadien	310	406	31,0	3 248	3 453	6,3
Industrie	140	132	-5,7	1 345	1 502	11,7
Autres	713	714	0,1	6 193	13 794	122,7
Total	2 127	2 126	0,0	16 670	25 225	51,3
Total des paiements de transfert	10 976	12 530	14,2	87 283	104 697	20,0
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État	592	636	7,4	5 118	5 545	8,3
Défense	1 510	1 683	11,5	12 069	12 742	5,6
Tous les autres ministères et organismes	3 133	3 820	21,9	27 783	29 089	4,7
Total des autres charges de programmes	5 235	6 139	17,3	44 970	47 376	5,4
Total des charges de programmes	16 211	18 669	15,2	132 253	152 073	15,0
Frais de la dette publique	2 566	2 365	-7,8	21 605	19 863	-8,1
Total des charges	18 777	21 034	12,0	153 858	171 936	11,7

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Novembre		Avril à novembre	
	2008	2009	2008-2009	2009-2010
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	96	-4 357	39	-36 303
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-233	-421	-2 062	-2 186
Autres activités d'investissement	-13 988	-1 048	-40 655	-19 524
Régimes de retraite et autres passifs	325	703	3 405	4 805
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	1 343	3 069	-3 122	-12 010
Opération de change	-445	1 545	-6 268	4 488
Amortissement des immobilisations corporelles	309	296	2 234	2 242
Total des autres activités	1 207	4 910	-7 156	-5 280
Total des opérations non budgétaires	-12 689	4 144	-46 468	-22 185
Ressources ou besoins financiers	-12 593	-213	-46 429	-58 488

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Novembre		Avril à novembre	
	2008	2009	2008-2009	2009-2010
			(M$)	
Ressources ou besoins financiers	-12 593	-213	-46 429	-58 488
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	8 344	9 488	13 790	50 310
Bons du Trésor	18 000	-3 700	53 700	-2 600
Obligations d'épargne du Canada	-817	-304	-964	-412
Autres	-2	-2	-518	-69
Total	25 525	5 482	66 008	47 229
Emprunts en devises	-879	-1 028	-359	-3 740
Total	24 646	4 454	65 649	43 489
Réévaluation de swaps de devises	952	-583	3 399	-4 517
Escomptes non amortis des émissions obligataires	211	8	485	-381
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	-14	-11	-106	-81
Variation nette dans les activités de financement	25 795	3 868	69 427	38 510
Variation dans l'encaisse	13 202	3 655	22 998	-19 978

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2009	30 novembre 2009	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs et charges à payer	113 999	98 865	-15 134
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	295 186	345 496	50 310
Bons du Trésor	192 275	189 675	-2 600
Titres au détail	12 532	12 120	-412
Autres	523	454	-69
Total partiel	500 516	547 745	47 229
Payable en devises	10 381	6 641	-3 740
Compte de réévaluation de swaps de devises	3 690	-827	-4 517
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-4 751	-5 132	-381
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	4 184	4 103	-81
Total de la dette non échue	514 020	552 530	38 510
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	139 909	142 267	2 358
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	50 311	52 643	2 332
Autres passifs	5 923	6 038	115
Total des régimes de retraite et autres passifs	196 143	200 948	4 805
Total de la dette portant intérêt	710 163	753 478	43 315
Total du passif	824 162	852 343	28 181
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	122 147	99 045	-23 102
Comptes d'opérations de change	51 709	47 221	-4 488
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	125 093	144 617	19 524
Total des actifs financiers	298 949	290 883	-8 066
Dette nette	525 213	561 460	36 247
Actifs non financiers	61 503	61 447	-56
Dette fédérale (déficit accumulé)	463 710	500 013	36 303

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Doug Nevison au 613-995-6391.
This publication is also available in English.
Janvier 2010